



THINK TANK INITIATIVE EXCHANGE
ÉCHANGE DE L'INITIATIVE THINK TANK
INTERCAMBIO INICIATIVA THINK TANK

2018

BANGKOK, THAÏLANDE
12 au 14 novembre 2018



Document de réflexion

Les think tanks au croisement des données probantes. Et ensuite?

L'Initiative Think Tank (ITT) a presque 10 ans. La mesure dans laquelle le contexte a changé depuis ce temps dépend de l'endroit où vous vous trouvez et de la personne qui répond à la question. Alors que nous amorçons la phase finale de l'Échange de l'ITT, cela vaut la peine de se demander «Où en sommes-nous et qu'est-ce qui nous attend?».

LES 10 DERNIÈRES ANNÉES: UN PARCOURS RÉUSSI?

L'espace politique réservé à la production des données probantes et à la mobilisation des décideurs autour de ce sujet s'est ouvert dans certains pays et s'est refermé dans d'autres. **Le contexte compte. Il compte à certains égards très précis et en fonction de plusieurs facettes différentes, et les rapports entre ces facettes varient et évoluent.**ⁱ Grâce aux progrès qui ont été accomplis, nous comprenons mieux en quoi le contexte compte et nous disposons d'outils qui nous aident à analyser notre propre contexte afin de mieux cerner les secteurs potentiels de changement qui sont les plus prometteurs pour différents types d'interventions : recherche, conception et mise en oeuvre de projets, renforcement des capacités, suivi et évaluation.

Les données probantes influent de plus en plus sur le processus d'élaboration des politiques et la pratique (bien que cela ne soit pas facile à prouver). Le processus d'élaboration de politiques fondé sur des données probantes est désormais entré dans le vocabulaire du développement – du moins sur papier – dans la plupart des pays. **Toutefois, les progrès varient grandement d'un pays à l'autre et le soutien n'est souvent que de pure forme,** avec des ressources et des modèles décisionnels qui ne sont pas nécessairement en accord avec l'engagement pris oralement à l'égard de cette façon de travailler.

L'intégration des données probantes dans les politiques et la pratique ne relève pas uniquement des chercheurs. Il y a dix ans, il incombait aux chercheurs de déterminer le public cible à qui s'adresser, puis de communiquer efficacement avec lui. Cependant, une nouvelle

réalité a émergé au cours des dix dernières années, selon laquelle la responsabilité relative aux données probantes est maintenant plus largement partagée entre ceux qui génèrent ces données (côté « offre ») et ceux qui les utilisent (côté « demande ») – tenant compte du fait que souvent, les personnes et les organisations offrent autant qu’elles demandent. Un écosystème sain de données probantes nécessite des comportements exemplaires de la part des deux parties.

Nous en avons appris davantage sur ce que les chercheurs doivent savoir, sur ce qu’ils doivent faire et sur la façon dont ils devraient s’y prendre pour que leur travail soit remarqué et utilisé. **Nous en savons plus également sur la façon d’aider les décideurs à accéder plus facilement aux données probantes ainsi qu’à mieux les comprendre et les utiliser dans leur travail.** Le Programme BCURE (Building Capacity to Use Research Evidence [renforcement de la capacité à utiliser les données probantes résultant de la recherche]) du Department for International Development (DFID) a montré que même si les données probantes sont essentielles au succès du processus d’élaboration des politiques publiques, dans de nombreux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, **la capacité des décideurs à y accéder, à les évaluer et appliquer les résultats de la recherche de façon efficace au moment de prendre des décisions est insuffisante**ⁱⁱ. Il est judicieux de les aider à y parvenir en renforçant les compétences techniques qui leur permettront de comprendre les statistiques et de déterminer quelles sont les sources de données probantes qui sont fiables. Toutefois, la résolution de ces problèmes ne contribuera pas à l’amélioration des politiques s’il n’y a pas d’espace politique pour intégrer les données probantes à la prise de décisions et si les décideurs de haut rang ne sont pas encouragés à s’en soucier. **Même lorsque les décideurs sont motivés pour utiliser les données probantes dans leur prise de décisions, ils y ont rarement accès.** ⁱⁱⁱ

Le leadership et la culture organisationnelle sont d’une importance cruciale – probablement essentiels – au maintien d’un « écosystème sain de données probantes ». Ils seront déterminants pour assurer au secteur une transition en douceur de son statut actuel « binaire » de fournisseur de données probantes (les fournisseurs sont les universités, les laboratoires d’idées et les ONG qui génèrent les résultats de recherche en matière de politique publique) et de demandeur (c.-à-d. ceux qui s’appuient sur les données probantes pour prendre leurs décisions) à une approche plus « axée sur les systèmes » de production et d’utilisation des données probantes.

Les quelques fondateurs visionnaires qui ont lancé et appuyé toute une gamme d’initiatives relatives aux données probantes, y compris l’Initiative Think Tank (ITT), ont persisté dans cette voie et d’autres les ont rejoints. **Toutefois, les bailleurs de fonds ne se bousculent pas.** Ils semblent avoir été gagnés par l’impatience, vu le temps nécessaire pour mettre en oeuvre le changement, et ont répondu en proposant du financement plus directif qui sert leurs propres intérêts politiques.

Il est difficile de démontrer l’incidence de la plupart des efforts déployés par les think tanks participant à l’ITT – et d’autres organisations qui travaillent dans ce secteur. **Cette incidence n’est pas encore visible à grande échelle et dans de nombreux cas, pourrait ne jamais être définitivement « prouvée ».** Nombreux sont ceux qui avancent que notre recherche de l’incidence est impossible ou qu’elle fait fausse route, ou les deux, et que nous recherchons les mauvais éléments au mauvais endroit pour démontrer une « valeur ».

LE PRÉSENT

Le nombre d'initiatives consacrées à accroître l'utilisation des données probantes dans la prise de décisions est incontestablement **en hausse**. Un rapport publié l'année dernière^{iv} a recensé plus de 100 mécanismes qui partagent cet objectif, notamment des groupes, des bases de données et des initiatives spécialisés en données probantes. L'« offre » en recherche et en données probantes continue d'être abondante : l'UNESCO^v estime que les dépenses mondiales en R. et D. ont atteint le montant record de près de 1,7 billion \$ US. Toutefois, elle est inégale : environ 10 pays comptent pour 80% des dépenses et le pourcentage du PIB consacré à l'investissement est très faible dans la plupart des pays en développement.

Cependant, il reste encore **beaucoup à faire** avant que l'utilisation des données probantes devienne la norme. Le même rapport a conclu que malgré la disponibilité accrue de données et de données probantes dans de nombreux pays, l'utilisation de l'information et des analyses pour éclairer le processus d'élaboration des politiques demeure limitée. Le manque de financement, l'engagement insuffisant des dirigeants politiques, les lacunes dans les compétences techniques et l'absence de stratégies et de mécanismes clairement définis pour appuyer l'échange et l'utilisation des données et des données probantes en seraient des raisons.

Les programmes comme l'ITT ont **créé un espace pour permettre aux organisations qui pourraient se faire concurrence pour les mêmes fonds de recherche, commissions et sphère intellectuelle, de se trouver une « cause commune »** et de déterminer où se trouve leur place dans la quête élargie d'une prise de décisions meilleures et plus éclairées sur l'ensemble de la planète. L'exposition sur plusieurs années à de nouvelles idées, à différentes approches de recherche et de mobilisation, à des structures organisationnelles et à des styles de leadership diversifiés a fait naître une sorte d'« apprentissage autonome » à l'échelle mondiale. Cette approche qui privilégie le renforcement d'une communauté d'instituts de recherche en politiques publiques plutôt que le soutien aux organisations individuelles nous a permis de tirer des observations plus « globales », notamment lors [d'un forum sur les politiques fondées sur des données probantes en Afrique](#) qui s'est tenu au Kenya au début de 2018. Ces observations portaient sur les sujets suivants: 1) la nécessité de se concentrer sur l'établissement de partenariats entre les continents et la constitution d'un écosystème de données probantes qui soit approprié à l'objectif plutôt que « prescrit par les bailleurs de fonds »; 2) les réels dangers de perdre l'indépendance intellectuelle en cherchant à rallier l'auditoire (tout particulièrement le gouvernement); 3) la nécessité de reconnaître que les think tanks ont besoin de collaborer résolument avec une diversité de groupes (spécialement les jeunes), s'ils souhaitent que leur travail éclaire les politiques qui s'avèrent judicieuses à long terme.

Les données probantes qui combinent les différents types de connaissances sont d'une plus grande utilité, mais il est rare que cela se fasse bien. Les think tanks sont actuellement peu encouragés à générer et à échanger des connaissances et des données probantes avec les populations qui sont à l'étude, et on manque de réelle expérience pour procéder correctement. Toutefois, si nous parvenons à influencer sur les décisions en utilisant des données probantes qui ne sont pas étayées par les expériences et les connaissances de personnes ordinaires, nous courons le double risque de négliger de judicieuses solutions locales aux problèmes qui sont étudiés et de déclencher involontairement des conséquences pour les populations concernées.

Les sources des connaissances qui éclairent les politiques doivent être équilibrées; sinon, les solutions pourraient perpétuer les problèmes.

Malgré les progrès accomplis en ce qui a trait à la démonstration du bien-fondé de l'utilisation des données probantes, il n'en reste pas moins que **ces dernières ne représentent qu'une partie de l'équation dans le processus de prise de décisions**. Une étude récente a montré que les données fournies par les lobbyistes et les groupes de pression avaient autant d'influence sur les hauts dirigeants.^{vi}

« **Les données probantes qui sont sélectionnées relèvent d'un choix politique, elles ne représentent pas la vérité absolue** », explique D. Fred Carden, membre de la direction de Using Evidence Inc. et conseiller principal en recherche pour la Knowledge Sector Initiative en Indonésie. « Un bon processus d'élaboration de politiques s'appuie sur l'utilisation efficace de tous les types de connaissances : scientifiques, professionnelles et locales. »^{vii} Chacun, y compris les chercheurs, approche les données probantes d'un certain point de vue qui éclaire son choix des sources de renseignements et des données qu'il décide d'inclure, sa façon de les analyser et les conclusions qu'il en tire. De la même façon, les décideurs sélectionnent les données probantes en tant qu'intrant parmi d'autres, et en choisissent certaines plutôt que d'autres. En reconnaissant ce fait et en en convenant, nous pouvons parler plus honnêtement du processus d'élaboration des politiques fondé sur des données probantes et de sa capacité à apporter un changement social positif.

Le financement continue de représenter un défi. Dans les pays de l'hémisphère sud, les bailleurs de fonds ont un rôle crucial à jouer dans le soutien de l'« écosystème de données probantes » en protégeant l'intégrité des intervenants locaux importants comme les instituts de recherche en politiques publiques. Un rapport commandé l'année dernière par l'ITT sur le contexte de financement des instituts de recherche en politiques publiques basés dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire^{viii} a montré que bien que ce contexte soit diversifié, de nombreux bailleurs de fonds n'interviennent pas pour accorder du financement comme ils devraient le faire.

VERS QUOI NOUS DIRIGEONS-NOUS?

Comme on peut s'y attendre de la part d'une communauté aussi diversifiée et bien informée que celle des instituts de recherche en politiques publiques, les points de vue divergent sur ce qui est pressenti pour les dix prochaines années. Pour chaque pessimiste, il y a un optimiste. Pour chaque défi ou presque, quelqu'un est prêt à définir et à décrire un ensemble de possibilités.

Les pessimistes se focalisent sur les **crises existentielles** actuelles : le changement climatique ainsi que la fréquence et l'intensité accrues des conditions météorologiques extrêmes qui en résultent; les cas émergents et constants de conflits et de vulnérabilité; l'accroissement de la polarisation sociétale et économique, tout particulièrement à la suite de la crise financière mondiale; et dans de nombreux pays, autant en développement que développés, la difficulté pour les discours inclusifs de se faire entendre. Ces crises, parmi d'autres, procurent un contexte de travail des plus difficiles. Les défis qui ont caractérisé la dernière décennie concernant le financement, l'incidence, la durabilité et la nature des données probantes – décrits ci-après – devraient persister au cours de la prochaine décennie.

Certains sont déprimés par le manque d'innovation du secteur, mais sont persuadés qu'à l'avenir, il y aura moins d'experts qui s'« approprient » les connaissances et plus de cocréation de connaissances de la part de ceux qui sont touchés par les problèmes. Une nouvelle génération de « chefs de file audacieux », plus enclins à favoriser la connaissance collective et l'interdépendance et à travailler horizontalement parmi différents groupes d'intérêts pour trouver des solutions, changera le cours des choses, et trouvera des moyens moins hiérarchiques de générer des connaissances. « La paternité et la propriété individuelle traditionnelles des connaissances deviendront chose du passé, explique Vanesa Weyrauch, cofondatrice de [Politics & Ideas](#). Les jeunes qui ont grandi dans un monde connecté numériquement et pour lesquels la collaboration et la cocréation sont inhérentes à leur façon de travailler montreront l'exemple. Les think tanks pourraient jouer un rôle prépondérant comme facilitateurs de la cocréation et de la coproduction – mais à condition de faire preuve d'ouverture d'esprit, d'oser et de vouloir diriger d'une façon différente. »

T20, une communauté d'instituts de recherche en politiques publiques latino-américains dont les services ont été retenus pour éclairer le G20, est une initiative qui a montré qu'une telle cocréation était possible. En mettant sur pied plusieurs groupes de travail et en collaborant dans des domaines d'intérêt stratégique, ces instituts de recherche ont présenté leurs recommandations en matière de politiques publiques au président Mauricio Macri lors du Sommet T20 qui s'est tenu plus tôt cette année.

Les optimistes s'évertuent à percevoir **des possibilités en ces temps difficiles**. Ils avancent que le processus d'élaboration de politiques éclairées fondées sur les données probantes est largement considéré comme une « évidence », c.-à-d. comme quelque chose qu'il est difficile de contester publiquement. Même si dans la pratique, ce processus varie grandement d'un pays à l'autre, c'est un concept qui ne devrait pas disparaître, ce qui est considéré comme le résultat concret des efforts collectivement déployés par de nombreuses personnes durant la dernière décennie.

Les optimistes encouragent à rechercher les bons côtés, par exemple : créer de nouvelles sphères informelles d'élaboration de politiques publiques et s'y engager – **face au système multilatéral moribond**; réunir des groupes d'universitaires pour aider les décideurs à comprendre les données probantes disponibles – **en réponse à la prolifération des données probantes (souvent en conflit)** sur un sujet politique; explorer différents moyens de travailler hors des domaines « compartimentés » de recherche traditionnels (santé, environnement, économie, etc.) – **pour s'attaquer de front aux problèmes intersectoriels plus complexes** du monde moderne; tirer parti des possibilités que présentent les politiques existantes – **pour relever le défi du rétrécissement des espaces d'influence**.

Les objectifs de développement durable (ODD) constituent une raison d'espérer. « Nous avons la possibilité prodigieuse de nous rallier autour des objectifs de développement durable, explique Andrea Ordonez, directrice de Southern Voices. Cet ensemble de cibles dont il a été convenu à l'échelle mondiale nous procure un but concret. Nous ne disposons pas actuellement des capacités appropriées pour surveiller les progrès à l'échelle mondiale, mais si nous y parvenions – grâce au travail coordonné de la communauté des données probantes – cela constituerait une grande victoire. Nous devrions mettre à profit cette occasion ». Andrea Ordonez

explique que, même si les gouvernements pourraient contester les progrès signalés, ils ne peuvent plus freiner la production de données probantes qui fait partie du processus : les données probantes susciteront une conversation à l'échelle mondiale qui repoussera les limites normales de ce que nous savons sur les contextes nationaux spécifiques.

Peter Taylor, du CRDI, en convient. « Les ODD deviennent le catalyseur de l'établissement d'un nouveau type de relations autour d'une vision commune, dit-il. Dans de nombreux pays, ils sont inhérents aux processus nationaux d'élaboration de politiques et créent une nouvelle demande pour des données et des données probantes. » D'après Peter Taylor, cela fait partie d'une **trajectoire générale vers une sensibilisation accrue et une plus grande disposition à utiliser les données probantes**; il fait également remarquer que plus de bailleurs de fonds considèrent que la communication et la mobilisation entourant les données probantes « ne sont désormais plus négociables ».

À son avis, c'est une bonne chose, mais ce n'est pas nécessairement suffisant. Dans de nombreux États, au nord comme au sud, la conjoncture politique qui se développe ne voit pas d'un bon œil l'utilisation systémique des données probantes. « Cette conjoncture toxique pourrait très facilement **nuire aux progrès** que nous avons accomplis », avertit-il.

Tout le monde semble convenir du fait **que les nombreux défis auxquels la communauté des instituts de recherche en politiques publiques fera face au cours de la prochaine décennie ne sont pas nouveaux**. Cependant, une vision et une action tenaces et collectives sont nécessaires pour les relever. Nous en présentons quelques exemples ci-après et nous sollicitons une discussion en ligne à ce sujet au cours des semaines qui précéderont l'Échange de l'ITT, laquelle donnera lieu à des débats en personne pendant l'événement.

Le dilemme du financement

Les bailleurs de fonds ont un rôle crucial à jouer dans le soutien de l'écosystème des données probantes dans l'ensemble des pays du sud. Tout d'abord, ils sont exceptionnellement positionnés pour protéger l'intégrité et l'indépendance des intervenants locaux, comme les instituts de recherche en politiques publiques, pour qu'ils mènent une recherche rigoureuse et impartiale. Ensuite, ils jouent un rôle important en catalysant et en suscitant la mobilisation d'un vaste éventail d'intervenants pour faire en sorte que les données probantes soient vues, commentées et comprises. Enfin, ils fournissent une ressource nécessaire pour accomplir le travail.

Toutefois, les bailleurs de fonds n'accordent pas le financement de la façon requise. Ils subissent de plus en plus de pressions pour montrer l'incidence de leurs investissements à court terme et cela **n'est pas toujours compatible** avec le financement de base à long terme. Les think tanks doivent continuer à se montrer stratégiques et perspicaces dans la façon dont ils adaptent leurs programmes de recherche, afin de respecter non seulement les priorités des bailleurs de fonds, mais également les leurs.

Le dilemme de l'incidence

L'incidence n'est pas facile à démontrer. Toutefois, il devient de plus en plus important d'obtenir du financement. Il est tentant d'essayer de démontrer que les politiques ont été

encouragées, que les comportements ont été mis au défi ou que le discours a été influencé par les efforts d'une organisation, mais en réalité, la recherche est un travail collaboratif et la collaboration est essentielle à un écosystème sain de données probantes.^{ix} Les outils d'évaluation de l'incidence s'améliorent, mais il ne sera jamais possible de « prouver » quoi que ce soit au-delà de la contribution d'une organisation à un résultat souhaité, comme un débat plus étayé, l'utilisation améliorée des données probantes pour défendre une cause, les énoncés de politiques particuliers, etc.

Certains allèguent que nous sommes en « porte-à-faux » lorsque nous cherchons à savoir **si** les données probantes ont influencé la politique plutôt que de nous concentrer sur la **façon dont le changement s'est produit** – ce qui nous donnerait une meilleure idée de la manière d'utiliser les données probantes à l'avenir pour prendre de meilleures décisions.

Le dilemme de la durabilité

Les think tanks subissent des pressions. Ils jouent un rôle important en imaginant un futur possible où le processus d'élaboration de politiques éclairées continuerait à être considéré comme souhaitable et le financement serait obtenu plus facilement. **Mais il est probable que leur situation sera différente de ce qu'elle est actuellement.**

C'est le dilemme le plus immédiat auquel les think tanks font face et qui s'articule autour de trois éléments interdépendants : la capacité, la concurrence et le changement.

Il est à craindre que les difficultés actuelles à recruter et à conserver un effectif de recherche de haut calibre s'accroissent. Cela menace la capacité des instituts de recherche en politiques publiques à se pencher non seulement sur des situations politiques de plus en plus complexes, mais également sur les défis méthodologiques en constante évolution (p. ex., les évaluations de l'incidence et les examens systématiques). En Afrique, on estime que 60 % des instituts de recherche en politiques publiques sont extrêmement vulnérables et présentent un risque sérieux de disparaître, en raison de l'instabilité du financement, du roulement du personnel et de la fuite des cerveaux.^x

Deux facteurs risquent de faire empirer cette situation. Tout d'abord, la **communauté de recherche en politiques devient plus concurrentielle** : davantage d'instituts de recherche en politiques publiques pénètrent le marché et on observe une intensification de la concurrence livrée par les sociétés d'experts-conseils qui remportent les contrats de recherche et de consultation, en plus de débaucher souvent le personnel chevronné des instituts de recherche en politiques publiques en offrant des salaires plus élevés et de meilleures conditions. Ensuite, les **pays dans lesquels la qualité de la recherche et de l'éducation supérieure est profondément ancrée peuvent appuyer les instituts de recherche en politiques publiques**, car ils disposent d'une vaste base de chercheurs bien formés et de données probantes qu'ils peuvent utiliser dans leur travail. Par contre, les pays qui ont des systèmes d'éducation supérieure relativement médiocres et des systèmes de financement de la recherche inexistants, et qui ont tendance à privilégier l'enseignement au détriment de la recherche dans les universités disposent de très faibles moyens pour procurer aux chercheurs chevronnés l'environnement qui leur permettra de s'épanouir ou les incitera à rester.

Le monde change rapidement, et il n'est plus possible de s'appuyer sur l'analyse robuste des événements du passé pour comprendre et explorer le futur. Selon l'expression utilisée dans le secteur financier : « le rendement passé n'est pas garant du rendement futur ». Cela a des répercussions sur les instituts de recherche en politiques publiques. Ceux qui ont d'excellents antécédents en recherche et en analyse menées sur des événements passés et actuels pourraient éprouver des difficultés à répondre aux exigences d'un milieu des politiques qui veut obtenir des réponses et des explications sur le monde de demain. Ceux qui possèdent les aptitudes à s'adapter et à faire preuve de souplesse pour répondre aux besoins du milieu de politiques sans sacrifier leur indépendance seront les gagnants.

La communication peut s'avérer utile. Les technologies de communication numérique qui évoluent rapidement présentent de prodigieuses possibilités, même pour le plus petit institut de recherche en politiques publiques, de se joindre aux conversations sur les politiques menées à l'échelle mondiale et d'influencer le discours avec ses recherches. Les médias sociaux procurent une « vitrine » considérable à une communauté mondiale qui s'intéresse à un sujet en particulier, et permettent aux instituts de recherche en politiques publiques de connaître rapidement la position de leur public cible. Ils procurent à tous ceux qui ont une opinion l'équivalent d'un « bâton d'orateur » moderne pour exposer celle-ci à cet auditoire mondial. L'astuce et le défi consistent, à parts égales, à trouver un moyen de contribuer d'une façon stratégique qui permettra d'accroître la visibilité et la réputation, et à participer avec perspicacité aux discussions sur les politiques publiques pertinentes en ne se contentant pas de faire du tapage.

Le dilemme de la définition

La question de savoir quelles sont les données probantes qui comptent est en passe de devenir encore plus importante – et de présenter des défis, mais également des possibilités pour les instituts de recherche en politiques publiques.

Les défis viennent du fait que le scepticisme grandit au sujet des **experts/professionnels** en raison du rôle privilégié qu'ils assument dans la prise de décisions, de leur « incapacité » à prévoir des événements comme la crise financière mondiale, et des « capacités par défaut » à renforcer le statu quo qu'on leur attribue. Les organisations qui sont perçues comme faisant partie du système et qui n'ont pas réussi à s'attaquer aux gros problèmes comme l'inégalité ou le changement climatique voient leur réputation ternie lorsque le système est lui-même discrédité. Cette tendance, liée au retour d'un certain type de populisme, dans l'hémisphère nord comme dans l'hémisphère sud, constitue un obstacle de taille pour ceux qui souhaitent se mobiliser autour des données probantes dans le secteur public et le milieu des politiques.

L'**exclusion des citoyens ordinaires** de pratiquement tous les processus d'élaboration de politiques publiques et de prise de décisions fondés sur des données probantes est enfin reconnue et prise en considération. Comment appuyer une participation plus active des citoyens, résoudre les déséquilibres entre les pouvoirs qui sous-tendent leur exclusion, et trouver et mobiliser des partisans et des intermédiaires – y compris des instituts de recherche en politiques publiques – qui peuvent aider à faciliter leur inclusion sont autant de questions qui restent ouvertes à la discussion. Ces questions peuvent susciter une conversation élargie sur le rôle que les différents types de données probantes peuvent jouer dans le renforcement de la prise de décisions et préparent le terrain à l'émergence de nouveaux regroupements en matière de données probantes. Ces nouvelles façons de travailler potentielles, hors des structures

traditionnelles des instituts de recherche en politiques publiques et à l'échelle de ceux-ci, pourraient remplacer les moyens plus conventionnels de réalisation des recherches par les institutions classiques et fournir une réponse à la question de durabilité des institutions de financement.

Mais il ne sera pas facile de combiner ces différents milieux qui ont des cultures, des procédures et des incitatifs différents.

POUVONS-NOUS DÉFINIR DIX ÉTAPES PRATIQUES POUR NAVIGUER DANS CES EAUX TURBULENTES?

Que peut-on faire pour assurer un parcours sûr et productif durant les dix prochaines années ? Peut-on obtenir un consensus autour d'étapes pratiques qui tireront profit des progrès accomplis au cours des dix premières années de l'ITT et permettront de relever les défis qui se présenteront au cours des dix prochaines ?

Nous en proposons quelques-unes ci-dessous et nous vous invitons, dans le cadre des discussions en ligne qui se tiendront au cours des trois prochaines semaines, à en ajouter afin de dresser la Liste des dix conseils les plus judicieux pour les années 2020.

1. **Raconter une bonne histoire basée sur de robustes données probantes.** Les scientifiques ou les experts en politiques publiques doivent susciter l'attention de leurs auditoires et leur communiquer l'importance et la complexité des enjeux^{xi}.
2. Reconnaître que **la production de données probantes et leur utilisation relèvent de la politique**, tant dans les activités de recherche que les activités de mobilisation.
3. **Se montrer plus inclusifs.** Intégrer les connaissances et les expériences des personnes ordinaires – ce que l'on appelle de plus en plus souvent l'« intervention des citoyens » – pour établir des données probantes qui éclaireront les politiques publiques.
4. **Adopter de nouvelles façons de travailler.** Le fonctionnement des modèles de financement, des façons de collaborer et des partenariats de promotion et de défense des droits traditionnels n'est plus garanti ou ils ne sont plus considérés comme étant les moyens les plus efficaces de faire affaire.
5. ...

RÉFÉRENCES

- ⁱ « Going Beyond Context Matters » : http://www.politicsandideas.org/wp-content/uploads/2016/07/Going-beyond-context-matters-Framework_PI.compressed.pdf
- ⁱⁱ Final Evaluation of the Building Capacity to Use Research Evidence, janvier 2018, ITAD
- ⁱⁱⁱ Evidence-Informed Policymaking for Global Development, Hewlett Foundation, septembre 2016 <https://hewlett.org/wp-content/uploads/2016/10/Final-EIP-2-pager.pdf>
- ^{iv} « 100+ Government Mechanisms to Advance the Use of Data and Evidence in Policymaking » <https://results4america.org/our-work/results-for-all/results-global-landscape-review/>
- ^v Institut de statistique de l'UNESCO <http://uis.unesco.org/apps/visualisations/research-and-development-spending/#!lang=fr>
- ^{vi} Présentation de Ian Goldman à
- ^{vii} « Local knowledge matters: Power, context and policy making in Indonesia », Kharisma Nugroho, Fred Carden et Hans Antlov, Policy Press, 2018 <http://www.oopen.org/search?identifier=1000193>
- ^{viii} <http://www.thinktankinitiative.org/fr/blog/nouveau-rapport-le-financement-des-think-tanks-dans-les-pays-en-d%C3%A9veloppement>
- ^{ix} <http://www.researchtoaction.org/2016/01/demonstrating-impact-planning-partners-and-telling-stories/>
- ^x <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2017/12/13/the-crisis-of-african-think-tanks-challenges-and-solutions/>
- ^{xi} « Narratives as Tools for Influencing Policy Change » | Christopher Ansell et coll, Policy and Politics Policy & Politics, volume 46, numéro 2, avril 2018



International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

